

Protection de l'Environnement  
245 RUE GARIBALDI  
69422 Lyon Cedex 03

Lyon, le 06/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENT M. OGIER**

550 ROUTE DE L'ARGENTIERE  
69610 Sainte-Foy-L'argentiere

Références : PNE2025-117  
Code AIOT : 0056900261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENT M. OGIER implanté 550 ROUTE DE L'ARGENTIERE 69610 Sainte-Foy-l'Argentiere. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'année 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT M. OGIER
- 550 ROUTE DE L'ARGENTIERE 69610 Sainte-Foy-l'Argentiere
- Code AIOT : 0056900261
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société ETABLISSEMENT M. OGIER est installée sur la commune de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE dans les Monts du Lyonnais depuis 1938.

En février 2019, le groupe espagnol ARGAL rachète la majorité de la société ETABLISSEMENT M. OGIER.

C'est une entreprise de transformation agro-alimentaire qui produit des charcuteries à base de porcs charcutiers et des spécialités de charcuteries lyonnaises et espagnoles.

Son activité de production, pour l'année 2024, s'élève à 804 tonnes par an, soit environ 3 tonnes par jour de produits finis et environ 5 tonnes de produits entrants.

À ce titre, la société ETABLISSEMENT M. OGIER est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2221 (Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) et bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 4 février 2020 pour une quantité de produits entrants de 6 tonnes par jour.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Modifications des installations | Arrêté Préfectoral du 04/02/2020, article 1.3.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                  | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Activités exercées                                                 | Arrêté Préfectoral du 04/02/2020, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 3  | Vérifications périodiques                                          | Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14    | Sans objet        |
| 4  | Vérifications périodiques                                          | Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23    | Sans objet        |
| 5  | Plan des réseaux                                                   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II  | Sans objet        |
| 6  | Données de prélèvement : compteur                                  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15    | Sans objet        |
| 7  | Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés | Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 26    | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 8  | Dispositif de disconnexion                                       | Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 27     | Sans objet        |
| 9  | Obligations déclaratives - GEREP                                 | Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4      | Sans objet        |
| 10 | Sobriété hydrique                                                | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2      | Sans objet        |
| 11 | Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3 | Sans objet        |
| 12 | Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local           | Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 10     | Sans objet        |
| 13 | Sécheresse - respect des restrictions applicables                | Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 10     | Sans objet        |
| 14 | Déclaration obligatoire en période de sécheresse                 | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV | Sans objet        |
| 15 | Autosurveillance (GIDAF)                                         | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1      | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ETABLISSEMENT M. OGIER portera à la connaissance de la Préfète toute modification notable apportée à son installation classée (ICPE), avant la réalisation du projet. (art R.512-46-23 du Code de l'Environnement)

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activités exercées

|                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2020, article 1.2.1                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions générales                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Vérification de la cohérence de la nature des activités et des volumes de ces activités. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                               |

Les volumes des activités inscrites à l'arrêté d'enregistrement du 4 février 2020 n'ont pas été modifiés.

A noter une réflexion en cours relative aux moyens de réfrigération des installations :

- soit l'ajout d'un équipement frigorifiques augmentant le volume de la rubrique 1185 (Gaz à effet de serre fluorés) ;
- soit le passage des installations frigorifiques à l'ammoniac (rubrique 4735), entraînant la disparition de la rubrique 1185.

Cette modification notable devrait avoir lieu courant 2026.

Il est rappeler à l'exploitant que toute modification notable apportée à une installation classée (ICPE), doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre un porter-à-connaissance au Préfet afin de l'informer de toute modification notable qui pourrait être apportée à l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Modifications des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2020, article 1.3.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Conformité au dossier d'enregistrement

**Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 16 avril 2019.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, au besoin aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a omis d'informer l'Inspection des installations classées de la modification de la centrale incendie en 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra *a posteriori* un porter-à-connaissance au Préfet afin de l'informer de cette modification.

Il pourra intégrer cette information dans le cadre du porter-à-connaissance relatif à la modification des installations de réfrigération.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Vérifications périodiques**

|                                                                                                                                                                                                                   |            |              |                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------|-------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14                                                                                                                                     |            |              |                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                          |            |              |                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. |            |              |                                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente les documents de vérifications périodiques suivants :                                                                                                              |            |              |                                                 |
| Document                                                                                                                                                                                                          | Date       | Organisme    | Conclusion                                      |
| Q4 (extincteurs)                                                                                                                                                                                                  | 26/05/2025 | SECURIPRO    | A b s e n c e<br>d'observation<br>n o t a b l e |
| Q7 (détection automatique d'incendie SDI et CMSI)                                                                                                                                                                 | 03/07/2025 | CHUBB FRANCE | A b s e n c e<br>d'observation<br>n o t a b l e |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                      |            |              |                                                 |

#### N° 4 : Vérifications périodiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |            |           |                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-----------|-------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |            |           |                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et de chauffage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |            |           |                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.<br><br>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |            |           |                                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente les documents de vérifications périodiques suivants :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |            |           |                                                 |
| Document                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Date       | Organisme | Conclusion                                      |
| Q18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 30/06/2025 | CAP ARA   | A b s e n c e<br>d'observation<br>n o t a b l e |

|                                       |            |         |                                           |
|---------------------------------------|------------|---------|-------------------------------------------|
| Q19                                   | 30/06/2025 | CAP ARA | A b s e n c e<br>d'observation<br>notable |
| Type de suites proposées : Sans suite |            |         |                                           |

#### N° 5 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Le plan des réseaux a été mis à disposition. Sa date de dernière mise à jour en 2019 est cohérente aux dernières modifications apportées sur l'établissement et à la date de dépôt de la demande d'enregistrement.<br>L'ensemble des réseaux d'effluents aqueux (eaux résiduaires, eaux pluviales, eaux domestiques...) et des points de rejets associés à chaque réseau sont représentés. |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 6 : Données de prélèvement : compteur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                |
| Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                |
| Prescription contrôlée :<br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées |                                |
| Constats :<br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.<br>Le débit prélevé étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> /j, le dispositif est relevé hebdomadairement (les lundis) par le personnel de la maintenance.<br>Les résultats sont portés sur un registre informatisé, qui a été présenté à l'inspecteur.<br>On notera :                                              |                                |
| Année                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Consommation en m <sup>3</sup> |

| Année                    | Consommation en m <sup>3</sup> |
|--------------------------|--------------------------------|
| 2023                     | 3431                           |
| 2024                     | 3116                           |
| Jusqu'au 2 novembre 2025 | 2693                           |

A noter la modification prochaine du dispositif de mesure totalisateur. Ce dernier permettra la télémesure facilitant le relevé hebdomadaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant pourra intégrer la modification prochaine du dispositif de mesure totalisateur dans le cadre du porter-à-connaissance relatif à la modification des installations de réfrigération.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés

**Prescription contrôlée :**

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.

**Constats :**

La consommation maximum est de 15 m<sup>3</sup> par jour et est prélevé dans le réseau public uniquement.

Cette consommation est justifiée dans le dossier de demande d'enregistrement et reprise dans l'arrêté d'autorisation de déversement n° 21-0904 du 23/09/2021 (intégré dans la convention spéciale de déversement du 15/11/2021).

L'exploitation des relevés hebdomadaires en consommation d'eau révèle :

- pour l'année 2023 : 8 dépassements sur 52 semaines ;
- pour l'année 2024 : 2 dépassements sur 53 semaines ;
- pour l'année 2025 : 5 dépassements sur 44 semaines.

Les dépassements ponctuels sont expliqués par des pics de production.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Dispositif de disconnexion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 27

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prélèvements et consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. En cas de coexistence sur le site d'un réseau d'alimentation en eau public et d'un réseau d'alimentation en eau privé (forage par exemple), aucune connexion ne peut être établie entre ces deux réseaux. |
| <b>Constats :</b><br><br>Présence d'un dispositif de disconnexion mis en place le 02/05/2024, en remplacement de l'ancien dispositif.                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 9 : Obligations déclaratives - GEREP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :<br>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Les volumes d'eau consommée ou prélevé ainsi que les volumes d'eau rejetée sont inférieurs à 50 000 m <sup>3</sup> /an.<br>L'exploitant n'est donc pas visé à l'annexe I a ou I b de l'arrêté ministériel du 30/01/2008 et n'a pas à déclarer, chaque année au ministre en charge des installations classées, ses données de consommation ou prélèvement et de rejet.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 10 : Sobriété hydrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion économe de l'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :<br>-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...] |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

Cette prescription est prévue dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales et rendue applicable par l'arrêté préfectoral enregistrant les activités de la société ETABLISSEMENT M. OGIER.

Bien que le prélèvement d'eau soit inférieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an, l'exploitant est conscient des problématiques liées à la sécheresse.

Dans son évolution annuelle des consommations Eau/Gaz, l'exploitant fait apparaître un indicateur pertinent : le ratio de la consommation d'eau en m<sup>3</sup> par tonne de produits finis.

|                             | 2023 | 2024 | 2 0 2 5 ( a u 2<br>n o v e m b r e ) |
|-----------------------------|------|------|--------------------------------------|
| Conso eau en m <sup>3</sup> | 3431 | 3116 | 2693                                 |
| Quantité en tonne           | 692  | 805  | 725                                  |
| Eau en m <sup>3</sup> /t    | 4,96 | 3,87 | 3,71                                 |

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

**Prescription contrôlée :**

**Article 1**

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

**Article 3**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

**Constats :**

Le prélèvement d'eau total annuel est inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>. L'arrêté du 30/06/2023 ne s'applique

donc pas à cette installation classée pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional

**Prescription contrôlée :**

Annexe 4 - Tableau C

**Constats :**

Considérant sa faible consommation annuelle (< 7 000 m<sup>3</sup>/an pour le total prélevé), l'exploitant relève du cas 1 de l'arrêté préfectoral du 24/07/2024.  
Le milieu de prélèvement et la zone de sécheresse applicable sont clairement identifiés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Sécheresse - respect des restrictions applicables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables

**Prescription contrôlée :**

Annexe 5 - Point 10

**Constats :**

Considérant sa faible consommation annuelle (< 7 000 m<sup>3</sup>/an pour le total prélevé), l'exploitant est exempté des mesures de réduction progressive chiffrée des consommations d'eau selon le niveau de gravité de sécheresse atteint.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables

**Prescription contrôlée :**

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de

|                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Considérant sa faible consommation annuelle (< 7 000 m <sup>3</sup> /an pour le total prélevé), l'exploitant est exempté de déclaration obligatoire en période de sécheresse. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                           |

**N° 15 : Autosurveillance (GIDAF)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GIDAF                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.<br>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant intègre, dans les délais prescrits, les données de ces autocontrôles trimestriels dans l'application GIDAF.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |